

Communiqué des comités POID de Saint-Denis et d'Epinay le 30/05/2020

La surmortalité à Saint-Denis et plus largement dans notre département est la conséquence des politiques successives des gouvernements de la V^e République (*) Les personnels des hôpitaux Delafontaine et Casanova de Saint-Denis avec leurs syndicats se sont mobilisés contre ces plans à de multiples reprises (grèves dans les services, délégations à l'ARS...)

Après de longues semaines d'une bataille épuisante contre le COVID « *en repoussant les murs de l'hôpital* », leur conviction est viscérale :

« NE PAS REVIVRE CELA ! »

Leur détermination est proportionnelle à ce qu'ils ont vécu, ils exigent :

**« Des embauches, des salaires ! 300 euros nets pour tous ! Des moyens pour soigner!
Réouverture des lits ! »**

Dans les rassemblements, la méfiance face au *Ségur de la santé* s'est exprimée. Méfiance justifiée quand, en conférence de presse le 25 mai, les ministres Edouard Philippe et Olivier Véran « **ont rappelé l'ambition de cette grande concertation avec les acteurs du système de santé : tirer collectivement les leçons de l'épreuve traversée et faire le lien avec les orientations de Ma Santé 2022** ».

Cette loi adoptée l'an dernier constitue une véritable machine de guerre contre les hôpitaux et contre la sécurité sociale, dans la continuité de toutes les politiques de tous les gouvernements de droite comme de gauche qui se sont succédé depuis les années 1970. Au sujet de cette loi, Olivier Véran a affirmé : « **Nous avons fait le bon diagnostic, nous avons pris les bonnes orientations. Mais nous avons été ni assez vite, ni assez fort** ». Le gouvernement, lui, souhaite associer « les acteurs de santé » à son projet d'accélérer la mise en œuvre de la loi Buzyn.

Ne faut-il pas refuser toute co-construction du projet avec le gouvernement ? Pour reconstruire un hôpital qui soigne TOUTE LA POPULATION, ne faut-il pas commencer par abolir toutes ces lois ? Les Comités POID de Saint et Epinay apportent leur soutien à la mobilisation des personnels.

« Des moyens pour soigner »

Ces moyens existent : le 19 mars, l'Assemblée nationale unanime a voté une loi qui accorde 343 milliards (devenus 400) d'« aide aux entreprises » dont 300 pour les banques.

Nous vous invitons à signer et faire signer la pétition lancée par *La Tribune des Travailleurs* : (hebdomadaire du Parti Ouvrier Indépendant Démocratique - POID)

Restitution des 400 milliards accordés aux banques

Abrogation immédiate de la loi du 19 mars 2020

Je souhaite prendre contact avec le POID :

Nom, Prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@orange.fr ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93 100 Montreuil
poidstdenis93@gmail.com copoepinay@orange.fr

*voir dossier « **Il faudra bien reconstruire le système hospitalier. Par où commencer ?** Tribune des Travailleurs n°234 du 8 avril.